

FO Énergie et Mines va contester en justice la désignation d'un délégué interministériel chargé de la fermeture de Fessenheim !

Plus le temps passe et plus le Gouvernement s'enferme dans une posture idéologique concernant sa volonté de fermer par anticipation la centrale nucléaire de Fessenheim « à la fin de l'année 2016 » !

Un article du Monde daté du 26 janvier 2013 montre comment le Gouvernement se trouve pris à son propre piège. Face à une pression de citoyens allemands visant à demander en justice (Cour Administrative d'Appel de Nancy) la fermeture de Fessenheim, le gouvernement français actuel indique dans sa plaidoirie « qu'aucune pièce du dossier ne permet d'établir une exposition à un risque sismique qui justifierait une mise à l'arrêt définitif de la centrale » ; « que la centrale de Fessenheim a bien intégré l'ensemble des exigences en matière d'évaluation du risque d'inondation » et qu'au final, « **il n'est pas établi qu'il existerait des risques graves menaçant la centrale de Fessenheim** ».

Diable ! Mais dans ces conditions, pourquoi donc arrêter une centrale que le Gouvernement lui-même juge sûre ?

Parce que, nous dit dans une interview la Ministre Delphine Batho, « **la décision de fermer Fessenheim est une décision de transition énergétique**. Si c'était une décision liée à un risque de sûreté, elle aurait été prise par l'Autorité de Sûreté Nucléaire et s'appliquerait immédiatement ».

Autrement dit, on sacrifie Fessenheim pour faire plaisir à une partie marginale de la population pour des raisons politiques et non de sûreté. Ce faisant, on gaspille de l'argent public et on sera à l'évidence obligé pour compenser cette fermeture, de construire une ou des centrales à gaz émettrices de CO₂ et sans doute une ligne de transport supplémentaire ! La transition énergétique devrait pourtant mener à une économie où il faut moins de CO₂ et non pas l'inverse !

Pour FO Énergie et Mines, tout cela démontre l'absurdité de cette décision politique qui de plus bafoue à nos yeux un certain nombre de principes les plus élémentaires. C'est pour cela que FO Énergie et Mines a décidé d'attaquer en justice la création du poste de délégué interministériel à la fermeture de Fessenheim que nous jugeons contestable non seulement politiquement mais aussi juridiquement.

La bataille pour le maintien d'un mix énergétique qui a permis à notre pays d'avoir un prix de l'électricité parmi les plus bas d'Europe au bénéfice des citoyens et des entreprises ne fait que commencer !

Contact presse :

Jacky CHORIN
Secrétaire fédéral FO Énergie et Mines
06 07 89 77 07
jacky.chorin@fnem-fo.org

La **Solidarité**
a de l'**Avenir**

A red graphic element consisting of a thick arrow pointing to the right, positioned below the text 'La Solidarité a de l'Avenir'.